

inégaie, mais constamment; par conséquent, les coûts du chômage—l'aide sociale—ont augmenté et, bien entendu, la capacité du gouvernement d'équilibrer son budget a encore une fois diminué. Les déficits ont grossi, ce qui a rendu les marchés monétaires beaucoup plus vulnérables aux bouleversements, alors que les riches à qui nous avons laissé plus d'argent à investir et qui l'ont investi dans les fonds du marché monétaire essaient de faire des transactions et de prévoir avec quelles devises ils doivent jouer pour accroître leurs richesses.

Évidemment, ces mêmes gens se sont dit que la mondialisation n'était pas une mauvaise chose. Ils ont commencé à investir dans d'autres pays. *Harpers* donne à ce sujet un exemple éloquent, celui des chaussures Nike. La société Nike a fermé son usine aux États-Unis et a déménagé en Corée du Sud.

Les gens mis à pied aux États-Unis ne pouvaient plus acheter de chaussures Nike. Après un certain temps, les travailleurs sud-coréens se sont syndiqués et ont réclamé des hausses de salaire. Nike a donc fermé son usine en Corée du Sud et est allée s'installer en Indonésie, où un travailleur touche 37,14 \$ par mois pour fabriquer des chaussures Nike qui coûtent plus que 37,14 \$ la paire. La compagnie vend moins de chaussures ici et moins en Corée du Sud, mais elle arrive quand même à réaliser des profits en diminuant le montant qu'elle verse en salaires. Pendant ce temps, chez elle, dans son propre pays, le chômage augmente.

Il y a aussi un autre aspect dont je veux parler. Ces entreprises qui investissent dans les fonds du marché monétaire et dans des actions à l'étranger et qui se mondialisent ont à traiter une énorme quantité d'informations si variées et si complexes qu'elles doivent embaucher—et les statistiques le prouvent—un nombre de plus en plus grand de comptables, de fiscalistes et de planificateurs, qui ne produisent rien. Cela entre dans les frais généraux. Par ailleurs, ces gens utilisent du matériel électronique qui devient désuet de plus en plus vite. Les entreprises n'ont donc pas le temps d'amortir leur matériel avant de devoir en acheter du neuf. Cela fait donc augmenter les frais généraux.

Par contre, les profits n'augmentent pas. La quantité de produits fabriqués ici est moindre parce que la consommation est moindre et, par conséquent, la productivité diminue. Voilà une explication de la productivité qu'on n'avait pas entendue auparavant, mais qui a été donnée le week-end dernier au Bard College, à New York, par un économiste canadien.

C'est très difficile de continuer ainsi parce que ce que cela montre, croyez-le ou non, c'est que Keynes avait raison: pour arrêter une baisse, il faut stimuler la consommation. Autrement dit, il faut créer des emplois chez nous—des emplois liés à l'infrastructure, aux services sociaux, n'importe quelle sorte d'emplois. C'est ce qu'il faut faire pour relancer l'économie. Si on va du côté de l'offre, du côté des investissements, les gens qui ont profité de réductions d'impôt et d'autres stimulants se serviront de cet argent, comme je vous l'ai dit, pour investir dans les fonds du marché monétaire. Ils investiront cet argent en Indonésie, mais pas ici, et, par conséquent, l'économie du Canada, des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France ou de l'Allemagne connaîtra une baisse. C'est la

situation à laquelle le monde occidental est confronté aujourd'hui.

Ce à quoi je m'oppose dans ce projet de loi, c'est qu'il s'inscrit dans cette politique qui consiste à réduire la consommation en réduisant le montant d'argent qui va à certaines catégories de gens. Les allocations familiales en sont un exemple.

Cette aide versée aux pauvres a été constamment réduite en dollars réels après inflation, ce qui a entraîné une réduction de la consommation. La consommation étant faible, il n'y aura pas d'investissements et nous ne verrons donc pas tous les nouveaux emplois qui nous sont toujours promis.

Le sénateur Hébert: Personne n'écoute quand vous parlez des pauvres; parlez des riches et ils écouteront.

Le sénateur Gigantès: Les riches n'ont pas de problèmes. Prenez les dix plus hauts dirigeants d'une grande entreprise, et vous verrez que leur situation ne cesse de s'améliorer. Toutefois, ces sociétés mondialisées mettent maintenant à pied des cadres moyens pour pouvoir embaucher plus de comptables et d'avocats. Une multinationale présente dans 22 pays différents, qui ont tous des règlements et des régimes fiscaux différents, fait face à des frais généraux très élevés.

Il est donc inutile, honorables sénateurs, de maintenir la politique qui favorise les riches du point de vue fiscal et qui réduit les prestations versées aux pauvres, ceux-là même qui consomment et créent la demande, parce que les riches n'investissent pas leur argent ici. Si j'étais riche, je ne le ferais pas non plus. Pour un chef d'entreprise qui veut faire de l'argent, c'est plus sensé d'investir dans les fonds du marché monétaire et d'investir en Indonésie.

Mais nous, les membres du Parlement du Canada, ainsi que le gouvernement actuel et le prochain gouvernement, qui sera le notre, devons examiner ce qui se passe dans notre pays. Le meilleur moyen de remettre notre pays sur la bonne voie, et cela a été prouvé, c'est d'augmenter la consommation.

• (1540)

Un projet de loi comme celui-ci, honorables sénateurs, fait fléchir la consommation. Il donne un peu plus aux pauvres qui travaillent, mais cette aide est réduite à néant par toutes les autres dispositions, comme la suppression de l'universalité. Par exemple, on enlève les allocations familiales à ceux qui ont la plus forte tendance à consommer et on les donne un peu plus à ceux qui ont le moins tendance à le faire. C'est ainsi que nous stagnons dans une récession qui s'éternise.

Notre pays n'est pas le seul dans cette situation. C'est la même chose en France et en Belgique. Après avoir un peu tardé, le Japon a cédé aux pressions américaines et adopté ces politiques, et il se trouve maintenant dans une situation déplorable.

Nous devons prendre conscience de l'impossibilité de maintenir les politiques qui ont plongé le monde dans la grande crise. C'est exactement ce que faisaient les gouvernements à l'époque: réduire les impôts et les dépenses du gouvernement. Les dépenses à la consommation ont diminué, les investissements se sont taris, il y a eu stagnation, puis déflation. Voilà où nous en sommes.